

Le chômage

Introduction

Chômeur : personne sans emploi, disponible pour travailler et recherchant un emploi.

I/ Présentation générale du chômage

1/ Les mesures du chômage

a) Deux définitions du chômage

Définition du BIT et DEFM (demandeurs d'emploi en fin de mois). 2008 : création de Pôle Emploi (fusion ANPE + ASSEDIC).

Définition du BIT : être sans travail (une personne qui fait quelques heures par mois est considérée au travail), être disponible pour travailler, rechercher effectivement un emploi.

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{chômeurs au sens du BIT}}{\text{population active}}$$

b) Brouillard autour du chômage

Il y a des cas particuliers : personnes qui recherchent un emploi sans être disponible, personne disponible mais qui n'effectue pas de démarches, ceux qui sont inactifs mais ne font pas de recherche.

Les catégories sont floues : chômeurs, pré-retraités, stagiaires ou en formation, apprentissage, temps partiel, intérim. CDD et CDI.

2/ Le marché du travail

Marché du travail = marché qui met en relation les personnes qui offrent leur travail et les entreprises qui proposent une activité.

Offre de travail = ensemble des personnes qui proposent une activité.

Demande de travail = ensemble des emplois proposés dans une économie.

Confrontation de l'offre et de la demande permet de déterminer deux grandeurs : le salaire et le niveau d'emploi.

Qu'est ce qui cause le chômage ? Un manque de demande ou des salaires et des charges trop élevés ?

3/ Chômage et politique de l'emploi

a) Différents types de chômage

Chômage de longue durée : demandeurs d'emploi de plus de 12 mois consécutifs.

Chômage conjoncturel : chômage résultant d'un ralentissement de l'activité économique.

Chômage structurel : chômage lié aux déséquilibres structurels de l'économie (inadaptation des qualifications, entreprises en déclin etc.)

Chômage technique : inactivité forcée dans l'entreprise en raison de circonstances particulières (panne, incidents, manque de client etc.)

Chômage partiel : inactivité forcée des salariés décidée par le chef d'entreprise pour réduire la production.

Chômage frictionnel : chômage d'adaptation lié à la période entre deux emplois.

Chômage keynésien : chômage dû à une insuffisance de la demande de biens et services. Les entreprises limitent leur production et donc leurs emplois.

Chômage classique : chômage dû à une rentabilité insuffisante de la production qui incite les entreprises à ne pas investir.

b) Politique de l'emploi

Plusieurs politiques possibles pour lutter contre le chômage :

_ Défense de l'emploi : freiner les licenciements et les suppressions d'emplois, créer des emplois publics, réduire la durée du temps de travail pour mieux partager l'emploi.

_ Diminuer la population active : augmentation de la durée des études, départ en pré-retraites, aider les immigrés à rentrer chez eux.

_ Traitement économique du chômage : aider les catégories particulièrement touchées : jeunes, + de 50 ans. Mesures pour favoriser la création d'emploi, diminution des charges, primes.

_ Traitement social du chômage : corriger les mécanismes d'exclusion en favorisant l'insertion : formation professionnelle, stage, congé de conversion.

Politique conjoncturelle qui cherche à créer de la croissance pour relancer l'économie et politique de l'emploi.

c) Mesures contre le chômage

Les 35 heures

RTT. Lois Aubry de 1998 et 2000. Objectif : créer des emplois et donc diminuer le chômage. Mais les gains de productivité peuvent annuler le temps gagné. Annualisation du temps de travail. Problème, il y a une compensation salariale : les employés sont payés comme avant mais ils travaillent moins. Echec, on essaye d'y revenir avec des compensations et de la flexibilité.

Les mesures ciblées

Baisser les charges si on embauche certaines catégories (jeunes, + de 50 ans) où bien on reçoit des aides. Créer des emplois dans l'administration pour les embaucher.

Mesures d'aide au retour à l'emploi

Aides aux chômeurs favorisent la paresse et la dépendance, il faut obliger les chômeurs à chercher un emploi, éviter les trappes à chômage.

Trappe à chômage = situation où un chômeur bénéficie de tellement d'aides sociales qu'il n'a pas intérêt à retrouver un emploi sinon il risque de gagner moins.

En GB les chômeurs doivent accepter le travail qu'on leur propose. Au bout de 3 refus sans raison les allocations sont suspendues. Aux EU l'allocation est conditionnée à des travaux d'intérêts généraux.

En France possibilité de garder certaines prestations si on retrouve un emploi.

d) La flexicurité

Notion de flexicurité. Allier flexibilité du marché du travail et sécurité de l'emploi. Sécuriser le salarié et non pas l'emploi de ce dernier. Alléger la réglementation sur les licenciements. Couvrir les individus durant leur parcours professionnel.

En France on crée davantage d'emploi. Dans les années 1980 il fallait 2.5% de croissance annuelle pour commencer à créer des emplois, maintenant il faut 1%.

II/ Complexité du chômage

1/ Pourquoi le chômage ?

a) Le marché du travail

Les récessions engendrent une augmentation du chômage, lequel peut anéantir le niveau de vie d'un individu. Ceci étant dit, même en période de boum économique, le chômage est toujours présent, même si c'est dans une moindre mesure que durant les récessions. Comment est-ce possible ? D'ailleurs, même durant les récessions, il y a de nombreuses offres d'emplois non-comblées. Pourquoi ces occasions ne sont-elles pas saisies alors que des milliers de gens se cherchent un emploi ?

Pourquoi donc y a-t-il du chômage structurel persistant? Pourquoi est-ce que le chômage conjoncturel se transforme parfois en chômage structurel ? C'est ce que nous verrons dans les prochaines sections.

Si vous êtes un ingénieur aéronautique et qu'un nombre record d'étudiant obtienne leur diplôme dans ce domaine cette année, l'offre va augmenter; donc le salaire moyen devrait diminuer. Ce serait la même chose dans le cas où une nouvelle technologie apparaîtrait, automatisant une partie de votre travail et nécessitant donc moins d'employés pour effectuer ces tâches. D'autre part, si l'industrie connaît une grosse baisse des ventes d'avions, il est fort possible que la demande diminue; donc le salaire moyen baisserait aussi. En revanche, si vous suiviez une formation vous permettant d'acquérir une expertise très rare, il serait à prévoir que la demande augmenterait ; donc votre salaire augmenterait.

b) La question salariale

Conséquemment, il y a toujours un salaire pour lequel un poste sera comblé et pour lequel un chômeur se trouvera un emploi.

Pourquoi alors y a-t-il du chômage structurel et des offres d'emploi non-comblées ? Cela est attribuable à un phénomène que l'on nomme **résistance à la baisse des salaires**. Ce concept est basé sur l'idée, simpliste je vous l'accorde, selon laquelle les gens préfère une augmentation de salaire à une réduction de salaire. Ce problème est relié au fait que les gens ne considèrent pas l'inflation lorsqu'ils évaluent un salaire. Par exemple, si votre salaire baisse de 5% cette année, mais que les prix baissent de 10%, êtes-vous plus riche ou plus pauvre ? Réponse : vous êtes plus riche puisque votre pouvoir d'achat s'améliore de +5.6%.

Si on donnait à une personne le choix entre 1) une augmentation de salaire de 5% dans une économie où les prix vont monter de 10% et 2) une diminution de salaire de 5% dans une économie où les prix vont baisser de 10%, la moyenne des gens choisiraient l'option 1, alors que l'option 2 est bien plus attrayante. Dans une étude réalisée par l'économiste Robert Shiller, 41% des participants ont répondu être en accord avec la phrase: « *je pense que si mon salaire augmentait, je me sentirais plus satisfait de mon emploi et plus épanoui, même si les prix augmentaient autant que mon salaire* ».

Ainsi, lorsque l'activité économique diminue et que l'économie entre en récession, on observe généralement une baisse de la demande qui met une pression à la baisse sur les prix : c'est la **déflation**. Logiquement, lorsque les prix baissent, les salaires aussi devraient baisser pour permettre aux producteurs de préserver leur rentabilité. Ces baisses de salaire n'ont à peu près aucun impact sur le pouvoir d'achat des travailleurs puisque les prix sont aussi en baisse. Cependant, les gens résistent farouchement à une baisse de salaire, surtout lorsqu'ils sont protégés par un syndicat. L'employeur n'a alors d'autre choix que de mettre des gens à la porte, ce qui génère du chômage. Sans la résistance à la baisse des salaires, les employeurs pourraient baisser les salaires lorsque les prix baissent, ce qui leur permettrait de renvoyer moins d'employés durant les récessions et les périodes de déflation.

Courbe de Phillips

L'observation de ce phénomène a mené à l'élaboration du concept de la **courbe de Phillips**. Cette courbe présente une relation inversement proportionnelle entre le taux d'inflation et le taux de chômage. Ainsi, lorsque le taux d'inflation diminue, les marges de profit des producteurs diminuent, mais les employés résistent aux baisses de salaire. Les producteurs procèdent donc à des mises à pied qui occasionnent du chômage. En revanche, lorsque l'inflation augmente, les marges de profit augmentent, ce qui permet aux producteurs d'embaucher de nouveaux employés pour augmenter leur production, ce qui fait diminuer le chômage.

Bien que cette relation soit observable empiriquement, elle n'est valide qu'à court terme puisqu'après un certain temps passé au chômage dans un environnement déflationniste, les travailleurs finissent par accepter une baisse de salaire et peuvent alors se trouver un emploi, alors que dans un environnement inflationniste, les employés finissent par demander des augmentations salariales pour être compensés pour la hausse du coût de la vie.

2/ Pourquoi le chômage augmente-t-il durant les récessions ?

a) Les bulles économiques

Lorsqu'une bulle spéculative survient dans un secteur particulier de l'économie, comme ce fut le cas dans l'industrie de la construction résidentielle durant les années 2000, les salaires et l'emploi augmentent énormément, étant dopés par l'expansion du crédit. Lorsque l'expansion de la bulle dure des années, beaucoup d'emplois peuvent être déplacés de diverses industries vers l'industrie sujette à la bulle. Les salaires et taux de placement élevés attirent la main d'œuvre. Il est même possible qu'une industrie telle que la construction puisse motiver des étudiants en difficulté scolaire à décrocher pour rejoindre les rangs du marché du travail.

Lorsque la bulle éclate et que la demande s'écroule durant la récession, ces emplois n'ont plus leur raison d'être. On observe donc des mises à pied massives.

La récession : processus de réajustement et de nettoyage durant lequel les ressources sont réallouées dans l'économie pour s'adapter à la nouvelle structure de l'économie. Par exemple, ces travailleurs du secteur de la construction, devenus inutiles parce que la demande n'y est plus, doivent se trouver un nouvel emploi dans une autre industrie.

Il est fort probable que le salaire offert pour ce nouvel emploi sera bien moins élevé que celui que ce travailleur pouvait toucher dans la construction durant le boum. Étant répugné par toute diminution de salaire, ces nouveaux chômeurs refusent des offres d'emploi à salaire inférieur et persistent à vouloir se trouver un autre emploi dans la construction à un salaire équivalent à celui qu'ils touchaient avant la récession, mais ils n'y arrivent pas puisque la demande n'est plus là. Ce processus peut durer d'autant plus longtemps que ces travailleurs touchent des indemnités d'assurance chômage.

C'est ainsi que le chômage d'abord **conjoncturel**, puisque généré par une récession, devient **structurel**, puisque ces travailleurs de la construction n'ont pas les compétences requises pour obtenir un emploi à un salaire à la hauteur de leurs attentes et qu'ils refusent une importante diminution de salaire pour un emploi à faire niveau de compétence. Ces gens sont sur le chômage non pas parce qu'il y a une récession, mais parce qu'ils refusent une baisse significative de leur revenu d'emploi.

Par ailleurs, les récessions sont souvent accompagnées d'une déflation. Les prix baissent ce qui affecte négativement les marges de profit des producteurs, mais

comme les employés sont résistants à une baisse de salaire, les producteurs doivent réduire leurs effectifs pour éviter la faillite, ce qui génère du chômage.

b) Faut-il réglementer le marché du travail ?

Les mesures de protection des travailleurs

Le marché du travail est un marché qui est fortement réglementé. L'ampleur de cette réglementation varie d'un pays à l'autre, mais en général on y retrouve certains des éléments suivants :

- salaire minimum ;
- nécessité d'obtenir un permis de travail ;
- avantages sociaux obligatoires ;
- indemnités de licenciement ;
- restrictions sur les mises à pied et délais d'avis ;
- adhésion forcée à un syndicat ;
- limitations des heures d'ouvertures des commerces ;
- assurance-chômage et autres indemnités.

Ces lois augmentent considérablement le coût de la main d'œuvre.

Si on prend le Brésil par exemple, un pays qui se situe en milieu de peloton quant à la flexibilité de son marché du travail, les avantages sociaux atteignent en moyenne 66% du salaire. Lorsque le coût de quelque chose augmente, la demande diminue. Le travail n'échappe pas à cette loi, c'est pourquoi ces mesures contribuent au chômage.

c) Le salaire minimum

Par exemple, le salaire minimum agit comme un prix plancher ; c'est-à-dire qu'il force un certain type de travailleurs, en l'occurrence ceux ayant un faible niveau de compétence, à demander un salaire plus élevé que ce qu'on serait prêt à leur payer pour leur travail.

Les prix planchers font en sorte de faire augmenter l'offre et de faire réduire la demande, créant ainsi un surplus.

Étant plus élevé que le salaire du marché pour un travailleur sans compétence ni expérience, le salaire minimum fait en sorte d'attirer certaines personnes sur le marché du travail (par exemple des décrocheurs scolaires), mais il fait aussi en sorte de faire augmenter les coûts des entreprises qui emploient ces travailleurs, qui par conséquent en embaucheront moins.

Donc, le salaire minimum augmente l'offre de travailleurs de ce type, tout en réduisant la demande. Cette situation crée un surplus ; et sur le marché du travail

un surplus se traduit par une augmentation du chômage. Le salaire minimum peut donc faire augmenter le chômage.

Exemple :

À l'été 2007, le salaire minimum a augmenté de \$0.70 aux États-Unis pour atteindre \$5.85/heure. L'été suivant, il a augmenté à \$6.55 et en juillet 2010 à \$7.25. Donc le prix de la main d'œuvre non-qualifiée a augmenté de +41% en deux ans. Le taux de chômage total a presque atteint 20% par la suite.

Lorsque le prix de quelque chose augmente autant, il est normal qu'on en utilise moins, surtout durant une récession. Lorsque le prix demandé pour un bien est plus élevé que ce que vous pouvez vous permettre, vous ne l'achetez pas. Le salaire minimum a donc forcé ces gens à augmenter le prix auquel ils offrent leur travail et les employeurs n'ont pas pu suivre. Devrions-nous être surpris du taux de chômage élevé qui a prévalu par la suite aux États-Unis ?

D'ailleurs, le salaire minimum, réservé aux emplois à faible compétence, n'est généralement qu'une situation temporaire dans la vie d'un individu. Aux États-Unis, environ 66% des travailleurs au salaire minimum en viennent à gagner plus que le salaire minimum après un an. Environ 38% des travailleurs au salaire minimum sont des adolescents vivant chez leurs parents. Plus de 97% de tous les travailleurs américains gagnent plus que le salaire minimum dès l'âge de 30 ans.

Indemnités de licenciement :

Dans le même ordre d'idée, les indemnités de licenciement élevées et les longs délais d'avis requis avant les mises à pied rendent le licenciement d'un employé plus difficile et plus coûteux. Dans ce contexte, l'employeur est réticent à embaucher de nouveaux employés puisqu'il sait que si les affaires prennent une mauvaise tournure, il aura de la difficulté à licencier des employés pour éviter la faillite. Il utilisera davantage d'employés temporaires et à temps partiel. Ces règlements contribuent donc aussi au chômage. Cette réticence à embaucher sera d'autant plus accentuée si les coûts d'embauche sont élevés.

Le vendeur de fraises :

Prenons l'exemple d'un kiosque où l'on vend des fraises. Le propriétaire considère vendre ses fraises entre \$4.00 et \$6.50 le plateau. Cependant, plus le prix est élevé, moins la demande sera élevée. Plus le prix est élevé, plus les revenus du commerçant augmentent, mais à partir d'un certain prix, la demande est repoussée et les revenus se mettent à diminuer. À partir d'environ \$5.20, les augmentations de prix font baisser les revenus puisque la diminution de la demande a un effet négatif sur les revenus plus important que l'effet positif de la hausse de prix.

Étant donnée sa structure de coût et en payant ses employés un salaire horaire de \$7.00, ses profits mensuels sont maximisés à un prix de \$5.60 par plateau.

Supposons maintenant qu'une nouvelle loi vienne le forcer à payer ses employés \$10 de l'heure. Son profit de \$500 se transformerait alors en perte de presque \$600. Pour éviter la faillite, il devrait alors renvoyer un de ses employés, mais pour ce faire il devrait réduire ses heures d'ouvertures. Il devrait aussi augmenter le prix des fraises à \$5.70, ce qui aurait certainement un impact négatif sur la demande. Ainsi, cette loi visant à améliorer les conditions de travail de ces travailleurs fait en sorte de faire augmenter chômage. Le gain des employés restants est réalisé au détriment de ceux qui perdent leur emploi.

3/ Questions autour du chômage

a) Technologie et emploi. Est-ce que le développement technologique génère du chômage ?

Personne ne peut nier que l'apparition de diverses technologies a eu un impact sur l'emploi de certains individus. Par exemple, l'automatisation de la chaîne de production d'une usine permet d'avoir besoin de moins d'employés. Il est indéniable que l'invention de la moissonneuse-batteuse a réduit le nombre de travailleurs requis à la récolte du grain. Doit-on donner des haches à nos bucherons plutôt que des scies mécaniques ou encore interdire les pelles mécaniques au profit des pelles manuelles, question de créer de l'emploi et réduire le chômage ? Évidemment que non ! Est-ce que le gouvernement doit subventionner ces industries pour qu'elles puissent conserver ces emplois maintenant devenus inutiles ? Non plus.

Il est vrai que ces développements technologiques occasionnent des pertes d'emplois ; c'est leur impact le plus visible. Cependant, ces technologies permettent de réduire les coûts de production et, par le fait même, les prix des biens et services que nous consommons. Par exemple, il y a quelques décennies, le prix d'une automobile équivalait à 5 fois le salaire moyen aux États-Unis. Grâce aux développements technologiques dans cette industrie, le prix moyen d'une automobile équivaut aujourd'hui à environ 75% du revenu moyen. Il faut certes beaucoup moins de travailleurs que jadis pour produire une automobile, mais le prix est beaucoup plus abordable, ce qui permet aux acheteurs de véhicules d'économiser.

Les économies que nous réalisons en payant les biens et services que nous consommons moins cher grâce à l'innovation technologique ne restent pas enfouies sous un matelas. Elles sont réinjectées dans l'économie sous forme de consommation ou d'épargne. Par exemple, supposons qu'une nouvelle technologie robotique permette de couper les cheveux automatiquement pour une fraction du prix d'un coiffeur. Cette machine occasionnerait certainement beaucoup de pertes d'emplois chez les coiffeurs et coiffeuses. Cependant, le coût d'une coiffure par cette

machine serait très inférieur au tarif d'un coiffeur, disons \$10 de moins. Nous pourrions alors utiliser cette économie pour consommer autre chose, disons des repas au restaurant. Cette augmentation de la demande de restauration créerait des emplois dans ce domaine qui remplaceraient les emplois perdus dans la coiffure. Nous pourrions aussi utiliser cette économie pour épargner. Cet argent serait alors canalisé vers les marchés financiers, où il serait utilisé pour financer des investissements dans le capital productif d'une entreprise. Ces investissements permettraient aussi de créer des emplois. Ce qui est certain est que dans un cas comme dans l'autre, cette nouvelle technologie permettrait d'améliorer notre niveau de vie.

Le développement technologique ne crée donc pas de chômage, il ne crée que des déplacements d'emplois d'une industrie vers une autre.

b) La reconversion

Ceci étant dit, il est fort possible que les coiffeurs qui perdraient leur emploi ne soient pas capables de travailler dans la restauration, n'ayant pas les compétences requises. Ils deviendraient alors des chômeurs techniques, une forme de chômage structurel. Il se pourrait aussi que les salaires offerts dans une autre industrie soient inférieurs à ceux qu'ils touchaient dans la coiffure. S'ils refusaient cette baisse de salaire, ils deviendraient alors des chômeurs structurels typiques.

Cette situation serait bien malheureuse pour ces personnes en particulier, mais il y a plusieurs moyens par lesquels ces travailleurs pourraient améliorer leur sort. Ils pourraient suivre une formation ou retourner à l'école pour acquérir de nouvelles compétences plus en demande que celles d'un coiffeur et ainsi obtenir un emploi plus rémunérateur. Ils pourraient aussi temporairement accepter un emploi à plus faible rémunération, mais qui leur permettrait d'acquérir de l'expérience et des connaissances dans un nouveau domaine et qui les mènerait éventuellement à un emploi à la hauteur de leurs attentes.

Finalement, il ne faut pas oublier que le développement technologique contribue aussi à améliorer le niveau de vie des citoyens en permettant à certains travailleurs d'améliorer leur revenu. Par exemple, l'invention d'un nouveau logiciel de gestion de bases de données peut permettre à une entreprise de réduire son nombre d'employé. Cependant, les employés qui opèreront ce logiciel devront suivre une formation et acquérir de nouvelles compétences plus pointues en informatique. Cela ajoutera à leur productivité et à leur valeur sur le marché du travail et leur permettra d'obtenir un meilleur salaire. Le développement technologique contribue donc positivement au marché du travail.

c) Est-ce qu'acheter des biens produits locaux permet de réduire le chômage ?

Lorsqu'un bien produit localement est plus cher qu'un bien produit à l'étranger, est-il préférable d'acheter le bien local ou le bien étranger ? Il est vrai que la provenance d'un bien peut affecter la satisfaction que vous en retirez, par exemple s'il est produit dans votre région. Cependant, acheter local ne permet pas de réduire le chômage.

Si vous payez un bien produit localement plus cher, il est vrai que vous permettez au producteur de ces biens de maintenir des emplois. Cependant, pour payer ces biens plus chers, vous devez renoncer à la consommation d'autres biens ou moins épargner. Dans les deux cas, cela aura un impact négatif sur le chômage. Ceci étant dit, en achetant le bien moins cher produit à l'étranger, votre niveau de vie est supérieur puisque cela vous permet d'utiliser l'argent économisé pour augmenter votre consommation ou votre épargne. Il n'y a donc aucune raison économique de choisir les produits locaux.

En fait, on peut voir les importations comme une innovation technologique. Lorsqu'une entreprise découvre qu'elle peut abaisser ses coûts de production en produisant dans un autre pays, c'est un peu comme si elle avait découvert une nouvelle technologie lui permettant d'améliorer sa productivité. Cette découverte lui permettra d'être plus compétitive et d'abaisser ses prix, au grand bénéfice des consommateurs.

Tout comme certaines innovations technologiques, cela occasionne souvent des déplacements de main d'œuvre et parfois du chômage structurel. Il n'y a cependant aucune raison de s'opposer à ce phénomène.

III/ La France face au chômage

1/ Etat des lieux

a) Situation du chômage

Le marché du travail est comme un village, il y a ceux qui sont dedans, et ceux qui sont dehors. Créer des protections pour empêcher les gens de sortir, c'est aussi édifier un mur pour empêcher les gens d'y entrer. Trop de protection sociale nuit donc à la diminution du chômage.

France : 8.5% de chômage structurel, la politique de l'emploi coûte 3% du PIB par an.

Le problème du chômage c'est le fait de perdre son emploi, mais aussi de ne pas pouvoir en retrouver, la question du turn over est donc très importante.

b) Pourquoi ce niveau ?

Pourquoi y-a-t-il un chômage élevé en France ? Parce qu'il y a des rentes de situation. Les rentiers sont dans des secteurs protégés, ils sont puissants et influents et empêchent toute réforme.

Les victimes sont les chômeurs et les consommateurs : ceux-ci pourraient acheter moins cher s'il y avait plus de concurrence. Démanteler les fortifications du camp est un acte de courage et de solidarité.

Justice sociale et efficacité économique vont de pair. Un chômeur coûte cher à la société, son coût pèse sur la situation économique. Diminuer le temps de chômage c'est permettre aux populations de retrouver + vite, car elle perd moins son savoir-faire, c'est aussi augmenter la productivité des entreprises, donc le taux d'emploi. Moins de travail, c'est moins de croissance, donc moins de travail. Les 35H sont un fléau pour le travail.

c) Rentes de situation

Le chômage des uns provient de l'existence de rentes de situation chez les autres. Cet état de fait a été démontré par des économistes keynésiens.

Les évolutions des salaires réels sont peu liées aux cycles économiques. Les salaires n'augmentent pas avec la croissance et ne diminuent pas avec la récession, ils sont assez stables.

La protection n'est pas dangereuse en soi, ce qui est dangereux c'est la protection idiote, qui empêche la création de travail. Le SMIC, s'il est trop élevé, renforce sensiblement le taux de chômage des travailleurs peu qualifiés. Le SMIC peut aussi inciter les gens à travailler car ils savent qu'ils vont toucher un salaire qui est supérieur à celui qu'il gagne en étant chômeur.

Le SMIC est-il trop élevé en France ? 15% des salariés gagnent le smic (2 à 3 fois plus que dans les autres pays), 50% des salaires sont entre 1 et 1.6 smic, 85% des salaires sont entre 1 et 2 smic, donc le smic est bien trop élevé.

Quand le smic augmente les smicards ont plus de probabilité de perdre leur emploi, car leur coût est supérieur à leur productivité. La protection de l'emploi est comme le fluor, elle est précieuse à petite dose, dangereuse à haute dose. Le recrutement de

fonctionnaires nuit au développement de l'emploi privé : 1 poste dans le public créé, c'est 0.3 poste dans le privé détruit.

Les fonctionnaires ont, en moyenne, une plus grande qualification que les privés, donc en embauchant on réduit le vivier d'emploi dans le secteur privé. Toutefois, ces mécanismes, pour la plupart, existaient avant 1970, et le taux d'emploi était bon. Pourquoi s'est-il dégradé d'un coup ? Parce que la situation macroéconomique c'est elle aussi dégradée, la conjonction des deux crée le chômage de masse.

2/ Vers le chômage de masse

Cascade de chocs pour économie qui coince = beaucoup de casse

a) L'économie et les chocs

Les chocs font partie de l'économie. Ils ne sont pas de la même nature qu'autrefois, aujourd'hui ce sont les chocs pétroliers, les stimulations budgétaires, les mouvements de parité de change. . . Or les institutions du marché du travail ont un impact sur l'impact des chocs, et notamment sur leur persistance.

Le premier choc c'est le ralentissement des gains de productivité depuis le milieu des années 1970. Les gains de productivité sont de 1.5% par an. Cela a des conséquences sur le chômage. Si les gains de productivité stagnent, et que les salaires augmentent, les entreprises vont perdre du capital. Cela crée du chômage, mais au bout d'un certain temps il y a une résorption. Pourquoi alors le chômage de masse a-t-il perduré ?

2^{ème} choc, dans les années 1980, envolé des taux d'intérêt réels. Cela signifie que le capital rapporte beaucoup plus que le travail, donc les entreprises ont intérêt à favoriser le capital, au détriment du travail.

3^{ème} choc : la demande de travailleurs qualifiés. Mais cela devrait permettre d'augmenter les taux de productivité, or le chômage demeure.

Ces 3 chocs expliquent pourquoi le chômage s'est développé, mais pas pourquoi il s'est maintenu. La cause c'est la série de chocs macroéconomiques conjuguée à une rigidité du marché du travail. Quand le chômage persiste les chômeurs de longue durée ne cherchent plus du travail, et donc deviennent très coûteux, et les entreprises sont frileuses à l'idée de recruter des populations à risque (les jeunes, les seniors).

Les professions réglementées n'augmentent pas leur productivité, et les tarifs restent élevés (taxis, coiffeurs).

b) Le chômage en France

1970 : 250 000 chômeurs

Octobre 1975 : 1 million

1982 : 2 M

1985 : 2.4 M

1995 : 3 M

2001 : 2.5 M après une forte croissance

2003 : 2.8 M

Chômage touche 8 à 10% de la PA.

Taux de chômage en % de la PA.

Source : OCDE

	1980	1985	1990	1995	1997	2000	2003
Allemagne	3.2	8	6.2	7.9	9.5	7.8	9.4
EU	7.2	7.5	5.6	5.6	4.9	4	5.8
France	6.2	10.2	8.9	11.6	12.4	9.7	9.4
Pays-Bas	4	9.2	6	7.1	5.5	2.4	2.8
RU	6.1	11.6	10	5.9	6.5	5.5	5

A taux de croissance égale la France crée moins d'emploi que les autres pays. La croissance matérielle repose sur les taux de productivité du secteur privé (15 M de salariés).

Evolution de l'emploi (1980-1999), en millions

	UE	France
Diminution des emplois dans l'agriculture et l'industrie	- 10.5	- 2.9
Accroissement des emplois dans les services	31.8	4.3
Accroissement des emplois totaux	21.3	1.4

Pourquoi un tel chômage ? Coalition de 3 facteurs : un Etat impotent, un syndicalisme qui empêche les réformes, un système éducatif qui forme mal. L'indemnisation d'un chômeur est toujours voisine du salaire après prélèvements obligatoires du travailleur peu qualifié. Ce qui signifie que les personnes n'ont pas intérêt à retravailler car elle gagne peu en plus. > trappe à inactivité.

c) De fausses solutions

Pour lutter contre le chômage on a cherché à partager les emplois : 35h, préretraites, à créer des emplois bidons et inutiles, qui n'apportaient aucune qualification (emplois jeunes).

Baisser les charges des emplois peu qualifiés est une excellente façon de faire baisser le chômage, en permettant aux populations les moins qualifiées de trouver un emploi.

Diminuer le salaire minimum est aussi une solution, même si cela ne plaît pas trop. Un smic trop élevé nuit à la justice sociale.